



« Nous manifestons en tant qu'étudiants pour l'école, pas contre la police » (Lycéen)

COLLABM4 / 6 OCTOBRE 2026



Élève du lycée Le Castel à Dijon, j'ai lu toute la journée nombre d'articles erronés ou incomplets sur le blocus de notre établissement ce mercredi 30 septembre. Il est temps de faire entendre nos voix d'élèves sur les événements.

Élève du lycée, j'ai lu toute la journée nombre d'articles erronés ou incomplets sur le blocus de notre établissement, il est donc temps de faire entendre notre voix d'élèves sur les événements.

Mais que s'est-il passé ?

Ce matin, dès sept heures, la police était présente devant le lycée, discutant avec la proviseure de l'établissement, qui les a appelés.

C'est à sept heures et demi que nous avons commencé à nous regrouper tout en laissant un accès au lycée. Vers sept heures quarante des poubelles ont été placées devant la grille afin de bloquer l'accès au lycée, et deux minutes plus tard une camarade a commencé à prendre la parole via un mégaphone afin de discuter des différentes thématiques et revendications qui nous ont amenés ici.

Dès l'installation des poubelles, la police s'est mise en protection devant la grille en prévision de violences malgré le calme régnant à cet instant. C'est à cette même heure qu'un professeur dit avoir vu un groupe d'une vingtaine d'individus extérieurs au lycée vêtus de noir et cagoulés arriver.

Ce même groupe est celui qui a commencé les hostilités : les élèves n'ont rien à voir avec ce groupe violent qui ne représente en rien leurs revendications. Cependant ils sont restés calmes la première heure. Les étudiants chantaient, parlaient, revendiquaient sans violences ni interruption de la police nécessaire.



De plus, quelque chose qu'aucun média n'a relaté est que vers la fin du blocus, des lycéens se sont regroupés pour nettoyer la rue, ramasser les restes de bombes, les déchets, les objets trouvés et remettre les poubelles en place.

Mais très rapidement la situation a dégénéré : tirs de mortiers, bombes lacrymogènes lancées aux pieds des élèves, cris, etc. Certains élèves s'étant réfugiés dans un parc non loin ont même dit s'être fait gazé de tous les côtés en se faisant crier dessus de sortir alors que la fumée les empêchaient de voir.

Dans la rue, des civils se sont également pris des bombes lacrymogènes alors qu'ils faisaient entrer les étudiants chez eux pour les protéger, des aides soignantes ont aidé des élèves et des cyclistes ont donné des conseils. Contrairement à ce qu'indique l'article de la préfecture, l'entrée comme la sortie de l'établissement était complètement bloquée et impossible d'accès, il n'était donc pas possible pour les jeunes de se réfugier face aux violences, un élève s'est par ailleurs pris une bombe lacrymogène dans la jambe, blessé il a dû boiter plusieurs heures sans pouvoir se réfugier où que ce soit, « C'est pas des élèves de quinze ans qui doivent voir ça, même pas de seize, dix-sept ou dix-huit ans ».

Quant au feu, il s'agissait de la poubelle de l'arrêt de bus Corol en face du lycée, qui a été rapidement éteint par les élèves eux mêmes. Les poubelles lancées sur la route n'étaient quant à elles que diversions afin de pouvoir s'enfuir sans se prendre une flashball.

Des élèves et professeurs restés devant le lycée dans la souffrance à cause du gaz répandu n'ont reçu aucune aide, mais ont pu discuter avec quelques policiers. Un élève s'est fait plaquer à même le mur par quatre policiers alors qu'il était en train de vomir et de crier qu'ils lui faisaient mal, sans réaction des forces armées. Et le pire, je le crois : l'école maternelle à elle aussi été gazée à coups de gaz lacrymogène ce qui est inhumain face à des enfants innocents de quatre ans.

Les policiers ont poursuivi les élèves qui prenaient la fuite jusqu'à l'arrêt 1er mai ou la place Wilson, ils ne pouvaient pas se mettre en sécurité en s'éloignant simplement. Je cite une élève « Ils continuaient de nous balancer des lacrymos alors qu'ils voyaient très bien qu'on partait », « Un ami s'est fait voler sa chaussure par un policier, il l'a retrouvé une heure plus tard ».

Les endroits où se sont réfugiés les élèves sont notamment des garages ou bien l'INSPE, qui leur a ouvert ses portes alors que le lycée lui même leur fermait les siennes.

Malgré toutes les reproches qu'on peut leur faire, un élan de solidarité énorme s'est mis en place : tout le monde se prêtait de l'argent pour acheter du sérum phy et du lait, le partage était de mise, lors de poursuites par la police et les lacrymos les élèves se relevaient entre eux. C'est grâce à cette solidarité dont on ne parle pas qu'il y a eu peu de blessés.

De plus, quelque chose qu'aucun média n'a relaté est que vers la fin du blocus, des lycéens se sont regroupés pour nettoyer la rue, ramasser les restes de bombes, les déchets, les objets trouvés et remettre les poubelles en place. Mais il est bien moins simple de souligner l'aide apportée que la violence proliférée par des personnes extérieures et étendue à un ensemble d'élèves non concernés. Casser n'était pas l'objectif de la manifestation, mais une conséquence non voulue obtenue à cause de la manifestation de personnes extérieures. La grande majorité des étudiants n'ont jamais été d'accord avec le fait de provoquer la police, ne voulant qu'exposer les problèmes en rapport avec le lycée et l'éducation française.

Et pourquoi ce blocus ?

Et bien, les revendications du lycée Le Castel étaient les mêmes que dans la plupart des établissements actuellement bloqués en France : nous demandons une hausse des moyens dans le domaine de l'éducation, je pense notamment à nos camarades du lycée Carnot qui ne possèdent pas même suffisamment de chaises pour tous les élèves dans les classes ou de matériel suffisant pour les TP des terminales spécialité physique-chimie. Nous voulons une réadaptation du système d'éducation, une revue des programmes scolaires jugés ennuyants même par nos professeurs.

Nous voulons revoir le système de Parcoursup et discuter de la pression qu'il engage. Les élèves recherchent une éducation dans de bonnes conditions, avec des professeurs remplacés quand ils sont absents, sans mourir de chaud l'été quand la canicule s'invite dans les classes ou de froid l'hiver lorsque le froid transperce les murs. Et nous pensons aussi à nos camarades ailleurs dont les plafonds s'effondrent en cours, et aussi à ceux d'autres pays, d'autres villes, qui n'ont même plus accès à l'éducation, notamment en Palestine ou en Afghanistan.

Nous nous soulevons dans le calme et ouverts à la discussion pour nos amis de France, et du monde entier, pour un accès à l'éducation libre et intéressant. Nous ne voulions pas de cette violence, mais juste faire entendre notre voix. Avant d'être des mineurs, avant d'être des lycéens, nous sommes des citoyens. Nous ne possédons aucun droit à la grève, on ne nous écoute pas tant qu'on n'a pas le droit de vote à notre majorité, mais nous sommes citoyens de ce pays et avons décidé de parler haut et fort pour tous.

Ce jeudi 1er Octobre, le mouvement est censé reprendre contre les violences policières : oui, il y a des violences, mais ce mouvement n'a rien à voir avec nos lycées et ne fait pas partie des messages que nous voulons faire passer à l'Éducation Nationale. Il ne doit pas être partagé en tant que lycéen mais en tant que citoyen.

Nous manifestons en tant qu'étudiants pour l'école, pas contre la police.

Le plus triste dans ces événements est que les discours faits par les élèves n'ont été ni filmés, ni retenus. A quoi bon se mobiliser pour qu'on ne retienne pas nos revendications ? Je prierais tous les lecteurs de s'informer sur ce qu'il s'est réellement passé et d'où viennent ces violences que l'on croit appartenir aux lycéens.

Source : [Blog de Mediapart](#)

Les opinions exprimées dans les articles publiés sur le site d'Investig'Action n'engagent que le ou les auteurs. Les articles publiés par Investig'Action et dont la source indiquée est « Investig'Action » peuvent être reproduits en mentionnant la source avec un lien hypertexte renvoyant vers le site original. Attention toutefois, les photos ne portant pas la mention CC (creative commons) ne sont pas libres de droit.

VOUS AVEZ AIMÉ CET ARTICLE ?

**L'info indépendante a un prix.
Aidez-nous à poursuivre le combat !**

Une fois

Mensuel